

Droit fiscal

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, je suis extrêmement heureux d'avoir un admirateur comme le député de Nipissing (M. Blais). Je n'avais pas encore parlé de Syncrude. J'allais aborder la question des redevances et le député a devancé mes paroles. Je suis émerveillé de constater qu'il a retenu un discours que j'ai fait à la Chambre le 22 ou 23 novembre. J'hésite à le dire, mais je n'ai pas l'intention de m'étendre sur la non-déductibilité. En effet le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin) a déjà exposé la position de notre parti à ce sujet. Je sais que le député de Nipissing, qui désire tellement m'entendre, en sera déçu. Je désire simplement souligner que je partage entièrement les vues du député de Regina-Lake Centre. Je ne répéterai pas ses propos, ils expriment la position de notre parti, du gouvernement de la Saskatchewan et de tous les Canadiens indépendamment de leurs opinions politiques. Car cette question n'a rien à voir avec la politique, elle dépasse les divisions habituelles entre partis.

Les habitants de la Saskatchewan veulent exploiter au maximum les richesses naturelles de la province, ils ont la conviction que la constitution leur en donne le droit. Ils n'acceptent pas—et dans beaucoup d'autres provinces on trouve même réaction—qu'une société comme Exxon puisse déduire une redevance accordée au Canadien Pacifique, à la compagnie de la Baie d'Hudson, au gouvernement du Guatemala ou à tout autre gouvernement étranger, et qu'eux-mêmes ne puissent en faire autant quand il s'agit de redevances payées aux habitants de la Saskatchewan. Quel genre de mesure fédérale est-ce là? Le ministre de la Justice (M. Lang) a déclaré aujourd'hui à la Chambre qu'il n'avait aucun lien d'amitié avec le Canadien Pacifique. S'il tolère ces privilèges en faveur du CP et de la compagnie de la Baie d'Hudson et les refuse à la Saskatchewan, il n'est pas difficile de voir où vont ces sympathies. Cette question plus que toute autre peut-être expliquer pourquoi notre parti et bien des gens d'un bout à l'autre du pays s'inquiètent au sujet du bill à l'étude et du budget que le ministre des Finances a présentés.

Le premier ministre Robert Bourassa et ses collègues du Québec s'opposent, j'en suis certain, autant que nous de l'Ouest à cette disposition. Le Québec possède d'immenses richesses qu'il veut mettre en valeur, mais il ne pourra le faire si le gouvernement fédéral empiète sur les champs de taxation de ces ressources qui relèvent en premier lieu de la compétence des provinces. Erick Kierans, ancien ministre libéral au gouvernement fédéral et au Québec, a déclaré que si le bill à l'étude est adopté sans modification, les premiers ministres des provinces seront pratiquement relégués au rôle de maires, avec la gloriole en plus; que s'il rencontre M. Bourassa ou M. Davis, il les saluera d'un «Bonjour, monsieur le maire, comment allez-vous?» C'est le rôle auquel les premiers ministres seront relégués. J'espère que les députés libéraux de l'arrière-banc du Québec feront preuve d'assez de fermeté et de courage pour se lever à la Chambre et dire qu'ils raisonnent de la même façon que leurs collègues provinciaux.

Le budget présente bien d'autres insuffisances. J'ai passé la plupart d'entre elles en revue lors de mon intervention en novembre. Or, la situation économique du pays est actuellement pire qu'elle ne l'était en novembre dernier. Tous les députés le savent. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le monde pour constater les déséquilibres énormes de la balance des paiements actuelle. La Grande-Bre-

[M. l'Orateur adjoint.]

tagne, la France et le Japon sont endettés de milliards de dollars. Quelques États pétroliers ont accumulé depuis un an et demi des surplus de 50 à 60 milliards de dollars. Il existe de graves déséquilibres dans le monde.

Le taux de chômage aux États-Unis, dont j'ai parlé auparavant, grimpe au flèche, tout comme celui de l'inflation. La plupart des économistes de ce pays prédisent que la situation, loin de s'améliorer, va empirer. Et quand cela arrivera, la situation empirera au Canada. Notre économie n'est ni plus ni moins qu'une économie de filiale. Quand meurt le tronc de l'arbre, les branches tombent. Tant que nous n'aurons pas pris notre propre économie en main, nous ne pourrons pas nous isoler ni nous protéger en aucune façon de ce qui se passe aux États-Unis. Voilà pourquoi le gouvernement doit, dès maintenant, établir sérieusement ses budgets, de façon à prendre l'économie de notre pays en main. Nous devons prendre la direction de nos institutions financières, fixer nos taux d'intérêt et orienter nos investissements et nos capitaux.

Il nous faut posséder les ressources et en gérer l'exploitation en collaboration avec les provinces, sinon, nous ne serons qu'une barque à la dérive secouée par les vagues venant des États-Unis, du Japon ou de l'Europe. C'est pourquoi, si le gouvernement veut sérieusement lutter contre l'inflation, il doit ces prochains mois créer de nouveaux emplois. Il n'a pas de raison de ne pas accorder de nouvelles réductions d'impôt aux contribuables qui appartiennent à la catégorie des revenus faibles et moyens. On devrait investir des centaines de millions de dollars dans des programmes de création d'emplois. Il faudrait raffiner et transformer beaucoup plus de ressources chez nous plutôt que de les exporter sous forme brute.

Ce ne sont pas des idées radicales ni socialistes que je prône. Ce sont des procédés que les États-Unis ont appliqués il y a des années pour avoir la main mise sur leur économie. Les Japonais l'ont aussi fait après la seconde Guerre mondiale. Ce sont des procédés employés par tous les pays sensés et raisonnables du monde occidental depuis longtemps. Il est temps que le gouvernement et la Chambre s'occupent sérieusement de développer le Canada pour les Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

Nous entrons dans un monde nouveau, un monde de rareté, non seulement de ressources et d'énergie, mais aussi de nourriture et de nombreux autres biens. Si nous ne contrôlons pas les divers secteurs de l'économie du pays, les Canadiens seront laissés à eux-mêmes sans pouvoir influencer beaucoup sur leur destinée. Les générations futures se demanderont pourquoi celles qui les ont précédées les ont laissées tomber. Voilà pourquoi je prends part à ce débat et pourquoi je demande au gouvernement de prendre de graves décisions et une nouvelle orientation à l'égard de nos ressources, de notre économie, du chômage et du développement de notre pays en prévision de l'avenir.

S'il ne le fait pas, je peux l'assurer qu'aux prochaines élections, les Canadiens, surtout les jeunes, voteront massivement pour des changements afin que nous devenions maîtres dans notre propre maison, que nous puissions prendre nos propres décisions et faire en sorte que les profits et les avantages découlant de nos ressources reviennent aux Canadiens et non à des sociétés multinationales dirigées de l'étranger.